

Togo-Banque mondiale

Le gouvernement renforce le suivi des projets pour plus d'impact

Le gouvernement togolais veut améliorer l'efficacité des projets financés avec l'appui de la Banque mondiale. Réunis le mardi 28 juillet 2026 à Lomé, les coordinateurs des projets du portefeuille Togo-Banque mondiale ont participé à une revue globale destinée à évaluer l'état d'avancement des interventions et à renforcer ...



PAGE 5

RAPPORT ANNUEL



Togo / Système des Nations unies

Résultats des actions en 2025

Le Système des Nations unies (SNU) au Togo a présenté, le 29 juillet à Lomé, les résultats de ses interventions réalisées en 2025 dans le cadre de son partenariat avec l'État togolais. Organisée sous la forme d'un dialogue avec la presse, cette rencontre a permis de dresser le bilan ...

PAGE 11

INFLATION



Gingembre

Les raisons de l'envolée des prix

Beaucoup utilisé dans les ménages au Togo pour des usages culinaires et médicinaux, le gingembre connaît depuis un certain temps une augmentation considérable de son prix sur le marché. Cette hausse s'explique par plusieurs facteurs et cela affecte aussi bien les consommateurs que les commerçants.

PAGE 9

ÉCONOMIE

Financement / Premier Sukuk souverain

Le Togo achève son remboursement le 17 août prochain

Le 17 août 2026 marquera une étape importante dans l'histoire financière du Togo. ...

PAGE 5



Diplomatie juridique

Le leadership du Togo au sein de l'Ohada

Le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, président en exercice de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires ...

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Togo : le calendrier scolaire 2026-2027 est connu

Le ministère de l'Éducation nationale a publié, le 29 juillet, le calendrier officiel de l'année scolaire 2026-2027 pour les établissements préscolaires, primaires, secondaires généraux et techniques du Togo. Ce découpage concerne les établissements publics et privés, laïcs comme confessionnels.

La rentrée scolaire est fixée au lundi 14 septembre 2026 au matin, tandis que les cours prendront fin le vendredi 16 juillet 2027 au soir. En plus des congés de Noël et de Pâques, les élèves bénéficieront d'un unique congé de détente, prévu du 12 au 21 février 2027.

Les grandes vacances s'étendront du 16 juillet au 12 septembre 2027, avec une reprise des classes le 13 septembre 2027. Le ministère précise également que les activités culturelles se dérouleront durant la dernière semaine précédant les congés de Pâques.

Le calendrier ne s'applique pas à l'enseignement supérieur, dont les dates seront fixées par le ministère de tutelle. Les apprenants en alternance, les apprentis et les professionnels en perfectionnement conserveront leur programmation habituelle.

99ème anniversaire de l'APL

Partenariat dynamique entre l'Armée populaire de libération de Chine et les FAT

À l'occasion du 99ème anniversaire de la fondation de l'Armée populaire de libération (APL) de Chine, l'ambassade de Chine au Togo a organisé une cérémonie commémorative ...



PAGE 3



SOMMAIRE

Niger/Détention de Bazoum
3 ans de captivité : Bazoum pris en otage par l'alibi de la souveraineté ?



P 4

Zilecaf
Le Togo bénéficiera d'un appui du Fonds africain de développement



P 5

Dysfonctions érectiles
« Il est essentiel de prendre en charge le problème rapidement »



P 10

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Une résilience forgée par la vie : l'histoire d'Atikpo Amé Charité

Certains parcours de vie incarnent le courage et la persévérance. Ils offrent des leçons à la jeune génération. Ils rappellent que parfois, il faut puiser au plus profond de soi pour réussir. À Kpélé, dans la région des Plateaux, Atikpo Amé Charité porte en elle l'histoire d'une naissance miraculeuse et d'une trajectoire marquée par des épreuves et une détermination sa faille. « Si je suis en vie aujourd'hui, c'est grâce à un miracle, comme il en existe parfois », confie-t-elle.

Sa mère, après 20 ans de mariage marqués par l'infertilité et les critiques incessantes de son mari, décida de quitter le foyer, accablée par la douleur et l'humiliation. Vivant seule et repoussant toutes les avances, elle finit par céder, par lassitude, aux efforts persistants d'un prétendant. De cette union naquit Amé Charité, l'enfant miraculeux qui survécut après que deux autres aient été emportés par le destin.

Un début prometteur et des obstacles à surmonter
Brillante et assidue, Amé

Charité excellait sur les bancs de l'école. Elle poursuivit ses études primaires à Atakpamé puis le secondaire à Kpalimé. Diplômée avec un CAP (Certificat d'Aptitude Professionnelle), elle vit sa vie basculer sous l'influence de sa mère, qui rêvait de voir ses petits-enfants de son vivant. « Ma mère voulait absolument voir ses petits-



Atikpo Amé Charité

enfants, et cela pesait sur mes décisions », se souvient-elle avec émotion. Ainsi, elle se maria et devint mère de trois enfants. Mais, la vie conjugale ne lui apporta pas la sécurité espérée, et le mariage se solda par un divorce. Face à cette rupture, Amé Charité dut trouver des solutions pour subvenir aux besoins de ses enfants. Ayant hérité d'une part des champs de cacao et

de café de son père, elle prit la difficile décision de vendre une partie de ces terres pour se lancer dans le commerce. « J'ai débuté en vendant des foulards et des pagnes, mais les affaires étaient loin d'être rentables », admet-elle. Pourtant, elle refuse de se laisser abattre, changea de cap et se tourna vers la production,

la transformation et la commercialisation de maïs, de riz et de soja sur les terres restantes.

La rencontre avec le FNFI : un tournant décisif

Alors que sa production attirait une clientèle fidèle, Amé Charité se rendit compte qu'elle manquait de moyens pour répondre à la demande croissante. C'est à ce moment qu'une amie de sa mère lui parla des

produits financiers du FNFI. Après quelques démarches, elle obtint le produit AGRISEF, décroche un prêt initial de 100 000 FCFA, suivi d'un autre de 120 000 FCFA. « Ces fonds m'ont permis d'augmenter ma production et de mieux structurer mon activité. Pour la première fois, je pouvais envisager de répondre à la demande sans craindre de manquer de stocks », raconte-t-elle.

Sa gestion rigoureuse des prêts lui permit de devenir éligible au produit Nkodédé, qui ouvre la porte à des financements plus importants auprès des banques classiques. Un nouveau chapitre s'ouvrit pour elle lorsqu'elle obtint un prêt de 5 millions de FCFA. « Avec cet argent, j'ai pu ouvrir une boutique d'alimentation générale et renforcer mes activités de production, de transformation et de stockage de céréales. J'ai même ajouté le stockage de charbon pour diversifier mes revenus », explique-t-elle avec fierté.

Une ascension qui inspire et un avenir prometteur

Récemment, Amé Charité a accédé au deuxième cycle de Nkodédé, et a obtenu un prêt de 8 millions de FCFA. Ce financement lui a permis

de consolider ses différentes activités, de moderniser son espace de stockage et d'envisager de nouvelles ambitions. « Aujourd'hui, je peux dire que je suis une femme accomplie. J'arrive à prendre soin de mes trois enfants et, grâce aux revenus de mes activités, j'ai même réussi à construire une petite maison qui est ma fierté », confie-t-elle avec reconnaissance.

Elle partage volontiers un conseil pour les jeunes filles : « Allez vers le FNFI et soyez rigoureuses dans le remboursement de vos prêts. C'est la clé pour accéder à des financements plus élevés et réaliser vos rêves. » Pour Amé Charité, l'inclusion financière a été le levier qui a transformé sa vie et lui a permis de libérer son potentiel. « Le FNFI a changé ma vie », déclare-t-elle, fière de ses accomplissements. « Avec toutes ces activités, j'ai réussi à construire une petite maison. »

Son parcours est une leçon de résilience et de détermination. Atikpo Amé Charité incarne l'ambition et la preuve que l'accès à des ressources financières adaptées peut transformer des rêves en réalités tangibles.

Ceci est un programme du ministère chargé du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Edy Alley
Responsable web:
Carlos Amevor
Comité de rédaction:
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Caleb Akponou
Affo-Djèlè Alarba
Responsable administrative, financière
et commerciale:
Amah Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi
Imprimerie: Direct Print
Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Diplomatie juridique

Le leadership du Togo au sein de l'Ohada

Le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, président en exercice de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (Ohada) s'est entretenu, le mardi 28 juillet 2026 à Lomé, avec une délégation de l'organisation conduite par son secrétaire permanent, le professeur Mayatta Ndiaye Mbaye.

Cette rencontre s'est tenue en marge des travaux de la 61ème session du Conseil des ministres de l'Ohada, consacrée à l'examen des principaux enjeux liés à l'évolution du droit des affaires dans l'espace communautaire. Le secrétaire permanent a fait au président du Conseil le point des travaux de cette session, portant notamment sur le renforcement de la gouvernance de l'Ohada, la consolidation du cadre juridique des affaires, les mécanismes de financement durable ainsi que les réformes destinées à renforcer la sécurité juridique et judiciaire dans les Etats membres. Le professeur Mayatta Ndiaye

Mbaye a exprimé sa gratitude au président Faure Essozimna Gnassingbé pour l'attention accordée aux préoccupations de l'organisation. « Nous sommes très heureux de la disponibilité de monsieur le président du Conseil, et surtout de l'attention particulière qu'il accorde à nos préoccupations. En sa qualité de président de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement, il nous a donné des orientations et nous a surtout assurés de son suivi. Nous sommes convaincus que cela permettra de renforcer la gouvernance de l'organisation, d'améliorer sa transparence et d'accroître ses performances au service des Etats membres », a-t-il indiqué.

Le secrétaire permanent a, en outre, salué l'engagement constant du Togo en faveur de l'Ohada, en mettant en exergue le respect par le pays de ses obligations communautaires ainsi que le soutien personnel du président du Conseil aux idéaux d'intégration juridique et économique portés par l'Organisation.

« Nous sommes persuadés que tout ce que le président du Conseil, Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé, a toujours accompli pour l'Ohada témoigne de son engagement en faveur de l'organisation et de l'attention qu'il porte à ses préoccupations », a-t-il



Faure Gnassingbé (à droite) et le secrétaire permanent (Crédit photo : Présidence du Conseil)

déclaré. Le Togo réaffirme son attachement à l'intégration africaine par le droit et entend poursuivre son engagement en faveur d'un cadre juridique harmonisé,

gage de sécurité juridique et judiciaire, d'attractivité des investissements, de dynamisme du secteur privé et de croissance économique durable au sein de l'espace Ohada. Créée en octobre 1993, l'Ohada est une organisation intergouvernementale qui œuvre à l'unification et à

les investissements au service du développement économique du continent.

Le Togo assure la présidence de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Ohada et accompagne les orientations stratégiques visant à

l'harmonisation du droit des affaires dans ses Etats membres. Elle a pour mission de renforcer la sécurité juridique et judiciaire, d'améliorer le climat des affaires et de favoriser

renforcer la gouvernance, la modernisation et les performances de l'organisation au bénéfice de l'ensemble des Etats membres.

La rédaction

99ème anniversaire de l'APL

Partenariat dynamique entre l'Armée populaire de libération de Chine et les FAT

À l'occasion du 99ème anniversaire de la fondation de l'Armée populaire de libération (APL) de Chine, l'ambassade de Chine au Togo a organisé une cérémonie commémorative en collaboration avec les autorités militaires togolaises.

La création de cette force militaire est intervenue le 1er août 1927, à l'issue du soulèvement de Nanchang. C'était à l'occasion de la lutte acharnée du peuple chinois contre l'impérialisme et le féodalisme, sous la ferme direction du Parti communiste chinois (PCC).



Les officiels portent un toast à la coopération militaire sino-togolaise

« Pendant les 99 ans écoulés, de la lutte armée à la fondation de la Chine nouvelle, de la construction du pays aux opérations de secours, de la défense de la patrie à la sauvegarde de la paix mondiale,

l'armée chinoise a réalisé des accomplissements impérissables qui brilleront à jamais dans l'histoire », a déclaré Wang Min, ambassadrice de Chine au Togo. Aujourd'hui, en tant que constructeur de la paix mondiale, contributeur au développement global et défenseur de l'ordre international, l'armée chinoise assume activement ses responsabilités et obligations internationales, renforce les échanges et

la coopération militaires internationaux pour relever ensemble divers défis sécuritaires. L'armée chinoise et les Forces armées togolaises (FAT) entretiennent une coopération vieille de

plusieurs années. « Ces dernières années, la coopération militaire sino-togolaise a obtenu des résultats remarquables », selon Wang Min. Les deux armées ont maintenu une bonne dynamique en matière de visites de haut niveau, d'échanges des idées et de renforcement des capacités, insufflant sans cesse de nouveaux dynamismes à l'approfondissement du partenariat stratégique global sino-togolais. Dans un discours prononcé le 1er juillet 2026, à l'occasion du 105ème anniversaire du PCC, le président chinois Xi Jinping a souligné qu'un Etat fort devait avoir une armée forte, et seule une armée forte pouvait garantir la sécurité nationale. « Face aux choix historiques entre paix et guerre, prospérité et récession, unité et confrontation, la Chine se tient toujours fermement du côté de la paix, du dialogue et de la coopération. La Chine est prête à travailler avec les pays partageant les mêmes valeurs, y compris le Togo

afin de réussir notre Longue Marche, d'être l'ancre de la stabilité mondiale, la force positive de la sécurité internationale et l'acteur engagé en faveur de la paix. Ensemble, nous écrivons de nouveaux chapitres magnifiques dans la construction d'une communauté d'avenir partagé pour l'humanité », a indiqué la diplomate chinoise. Le président du Conseil Faure Gnassingbé était représenté à cette cérémonie solennelle par le général de brigade Dimini Allahare, chef d'Etat-major général des FAT. Il a remercié les autorités chinoises pour l'invitation reçue à l'occasion de cet événement. Ce fut aussi l'occasion pour lui, de louer la solidité du partenariat entre la Chine et le Togo. « Le dernier séjour de Son Excellence monsieur le président du Conseil en Chine en septembre 2024, dans le cadre du Forum de la coopération sino-africaine (Focac), témoigne davantage de l'excellence des relations qui unissent nos deux pays,

dans un monde en pleines mutations géopolitiques. Excellence madame l'ambassadrice, dans cette mutation, je voudrais vous assurer que la Chine reste un partenaire privilégié du Togo », a affirmé le général Dimini Allahare.

Le chef d'Etat-major général des FAT a relevé le dynamisme et la diversité de la coopération militaire entre la République populaire de Chine et la République togolaise. Il a cité à titre d'exemple, le soutien multiforme tant en équipements qu'en formation que la Chine apporte aux FAT. « Je réaffirme l'engagement des Forces armées togolaises à poursuivre, sous la très haute impulsion de Son Excellence monsieur le président du Conseil Faure Essozimna Gnassingbé, ce partenariat dynamique entre l'Armée populaire de libération de Chine et les FAT, dans l'intérêt commun de nos deux pays frères », a conclu le général Dimini Allahare.

Edem Dadzie

Bénin/Sénat

L'ancien président béninois Patrice Talon fait ses premiers pas dans le nouveau Sénat

Deux mois. C'est le temps qu'il aura fallu à Patrice Talon pour troquer le costume de chef de l'État contre celui de sénateur. Ce jeudi 30 juillet, au siège de l'Assemblée nationale à Porto-Novo, l'ancien président a pris place parmi les 25 premiers membres du tout nouveau Sénat béninois, dont 23 ont signé la feuille de présence de la cérémonie d'installation.



Patrice Talon

Face à la presse, à l'issue d'une séquence protocolaire suivie d'une réunion à huis clos, Talon s'est dit « fier et honoré » de siéger au sein de cette chambre inédite dans l'histoire institutionnelle du pays, y voyant une marque de confiance du peuple béninois. Un vœu de continuité, aussi, adressé implicitement à ses successeurs : que la

génération aujourd'hui aux commandes donne, selon ses mots, le meilleur d'elle-même pour le développement commun de la nation.

L'installation, conduite par Elisabeth Pognon, ancienne présidente de la Cour constitutionnelle et doyenne

95 ans, doyen d'âge du Sénat, et Boni Yayi, qui n'a accepté d'y siéger qu'à la veille de la cérémonie, après un premier refus, jugeant l'instance « l'un des rares espaces de débat qui reste ».

Reste que cette installation ne clôt pas le débat sur la nature réelle de l'institution. Le parti d'opposition Les Démocrates, qui avait voté contre sa création, continue d'y voir une porte dérobée permettant à Talon de demeurer dans le jeu politique deux mois à peine après son départ du pouvoir, une lecture que l'intéressé récuse, invoquant un devoir de sagesse envers un peuple qu'il dit avoir aimé et servi.

Sur le plan pratique, l'urgence est désormais à la désignation du bureau : les trois postes clés, dont celui, très commenté, de la présidence, restent vacants, faute de quorum suffisant, l'absence de Nicéphore Soglo, retenu hors du territoire pour raisons de santé, ayant contraint les sénateurs à différer ce scrutin interne pourtant annoncé comme la prochaine échéance immédiate de l'institution.

T.M.

Niger/Détention de Bazoum

3 ans de captivité : Bazoum pris en otage par l'alibi de la souveraineté ?

Trois ans. Le chiffre, à force d'être répété, a fini par perdre sa capacité à choquer, c'est peut-être là le plus inquiétant. Depuis le 26 juillet 2023, jour où le général Abdourahamane Tiani a fait basculer le Niger dans l'ère des junte sahéliennes, Mohamed Bazoum et son épouse Hadiza vivent cloîtrés dans une aile du palais présidentiel de Niamey, sans fenêtre ouverte, sans promenade, sans visite de leurs proches. Seul lien tenu avec l'extérieur : un médecin personnel, une à deux fois par semaine, chargé à la fois de soigner et de rassurer, sur la santé du couple, « toujours bonne », mais aussi, à sa manière, sur l'absence de toute perspective de sortie.

Ce qui frappe, à ce stade du dossier, n'est plus tant la dureté du régime carcéral que son absence totale d'évolution. Élu en 2021 avec 55 % des suffrages, Bazoum n'a jamais démissionné ; son mandat est arrivé à échéance légale le 2 avril dernier, sans que cela change quoi que ce soit à sa situation. Aucune procédure judiciaire n'a

été formellement ouverte contre lui, alors même que la junte avait, dès les premiers jours, brandi la menace d'un procès pour haute trahison, un chef d'accusation passible de la peine capitale, resté depuis à l'état de menace suspendue plutôt que de dossier instruit. Un statu quo qui n'est sans doute pas un hasard : juger Bazoum, c'est prendre le risque d'un procès, donc d'un contradictoire ; ne pas le juger permet de le maintenir indéfiniment hors du jeu, sans jamais avoir à justifier sa détention devant un tribunal.

Car sur le plan du droit, le dossier est pourtant tranché depuis longtemps. Dès décembre 2023, la Cour de justice de la CEDEAO avait qualifié d'arbitraire cette détention et ordonné la libération du couple, décision restée lettre morte, Niamey ayant depuis claqué la porte de l'organisation régionale aux

côtés du Mali et du Burkina Faso. Le Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire est parvenu à une conclusion identique en février 2025 ; le Parlement européen, dans une résolution votée à une écrasante majorité en mars dernier, a réclamé à son tour sa libération.

Ce front juridique et diplomatique unanime se heurte cependant à un mur : celui d'un pouvoir qui a fait de la souveraineté nationale un argument suffisant pour disqualifier par avance toute injonction extérieure. Dans un Sahel où les junte de Niamey, Ouagadougou et Bamako cultivent une même rhétorique anti-ingérence, le sort de Bazoum n'est plus seulement une affaire de droit, il est devenu le symbole d'un rapport de force où le silence, entretenu assez longtemps, finit par tenir lieu de solution.

T.M.

RDC/Politique

La voie vers un 3e mandat pour Félix Tshisekedi ouverte

La Constitution congolaise est pourtant sans ambiguïté : le nombre et la durée des mandats présidentiels ne peuvent faire l'objet d'aucune révision. Une clause dite « intangible », censée fermer définitivement la porte à toute tentation de prolongation du pouvoir. Mardi 28 juillet, la Cour constitutionnelle a pourtant entrouvert cette porte, sans la forcer frontalement, ce qui rend le geste plus habile que brutal. En jugeant conforme à la Constitution la loi fixant les conditions d'organisation d'un référendum, la plus haute juridiction du pays n'a pas modifié elle-même le texte fondamental : elle a validé le mécanisme qui pourrait, demain, permettre de le faire.



Félix Tshisekedi

L'architecture du dispositif mérite qu'on s'y arrête. Le texte, adopté mi-juin par un Parlement où l'alliance présidentielle est ultra-majoritaire, ouvre la possibilité de convoquer une assemblée constituante puis un référendum en cas de « dysfonctionnement majeur » des institutions, une formule suffisamment large pour être invoquée à peu près à volonté. Le président de la Cour, Dieudonné Kamuleta Badibanga, a certes assorti sa décision de « réserves », notamment sur un article permettant au chef de l'État de solliciter un référendum sur toute question jugée « fondamentale ». Mais ces réserves, aussi réelles soient-elles, ne changent rien à l'essentiel : le principe même de la loi référendaire est validé, et il ne reste plus à Félix Tshisekedi qu'à la promulguer.

Le chef de l'État, lui, joue depuis des mois une partition savamment ambiguë. « Je n'ai pas sollicité de troisième mandat », affirmait-il en mai, avant d'ajouter aussitôt : « Si le peuple souhaite que j'aie un troisième mandat, j'accepterai. » Une posture qui lui permet de se draper dans la légitimité populaire tout en laissant

à d'autres, Parlement, Cour constitutionnelle, éventuel « dialogue national », le soin d'actionner les leviers institutionnels. L'opposition, elle, ne s'y trompe pas : la coalition C64 a qualifié l'arrêt de « nul et non avenu », accusant la Cour de complicité dans ce qu'elle nomme un « renversement de l'ordre constitutionnel ». Cette séquence judiciaire s'inscrit dans un climat politique déjà tendu, où la répression d'un rassemblement de l'opposition le 12 juin, un mort selon l'ONU, a précédé de peu l'annonce, le 17 juillet, d'un dialogue national dont Kinshasa n'a toujours pas précisé les participants. Un flou qui n'est sans doute pas fortuit : tant que les contours de ce dialogue restent indéterminés, il continue de fonctionner comme une soupape de décompression, suffisante pour différer une mobilisation de rue sans pour autant offrir à l'opposition la moindre garantie de fond.

Reste à savoir si cette stratégie du temps gagné pourra tenir jusqu'en 2028, ou si elle ne fait, au contraire, qu'accumuler la tension qu'elle prétend désamorcer.

T.M.

Financement / Premier Sukuk souverain

Le Togo achève son remboursement le 17 août prochain

Le 17 août 2026 marquera une étape importante dans l'histoire financière du Togo. À cette date, l'État procédera au remboursement de la dernière échéance de son premier Sukuk souverain, d'un montant de 10,957 milliards de FCFA. Ce remboursement mettra terme à une opération lancée 10 ans plus tôt sur le marché financier régional.

Émis en 2016 pour un montant total de 150 milliards de FCFA, ce Sukuk a permis au pays de mobiliser des ressources destinées au financement de projets d'infrastructures ainsi que d'investissements économiques et sociaux inscrits parmi les priorités nationales. Il constitue l'une des premières émissions souveraines de ce type réalisées au sein de l'Union économique et monétaire

ouest-africaine. Début juillet, la Bourse régionale des valeurs mobilières a annoncé la suspension de la cotation du

remboursements de capital et de profits distribués aux investisseurs, conformément au calendrier établi. Contrairement aux obligations



titre « Sukuk État du Togo 6,5 % 2016-2026 » à compter du 14 août 2026, en prélude à son remboursement définitif. Sur l'ensemble de sa durée de vie, l'opération aura généré plus de 226 milliards de FCFA de

classiques, le Sukuk repose sur un mécanisme adossé à des actifs réels. Dans le cas togolais, l'émission a été structurée sous la forme d'un Sukuk Ijara, un instrument de finance islamique fondé sur

des contrats de location. Un Fonds commun de titrisation de créances acquiert des droits liés à des actifs identifiés et les met à la disposition de l'État, tandis que les revenus générés servent à rémunérer les investisseurs.

Lancée entre le 20 juillet et le 10 août 2016, cette opération a donné lieu à l'émission de 15 millions de titres d'une valeur nominale de 10 000 FCFA chacun, assortis d'une marge de profit annuelle de 6,5 %.

Durant les 10 années de vie de ce Sukuk, l'État togolais a respecté l'ensemble de ses engagements financiers. Plusieurs échéances importantes ont été honorées, notamment en 2020, 2023 et 2025, avant le règlement final attendu en août prochain.

Cette régularité revêt une signification particulière dans un contexte international marqué par les conséquences de la pandémie de Covid-19, les tensions sur les marchés des matières premières et le durcissement des conditions financières mondiales.

L'achèvement de cette émission illustre la diversification progressive des instruments de financement mobilisés par le Togo. Il témoigne également de l'intégration croissante des mécanismes de la finance islamique dans l'espace communautaire ouest-africain. Une décennie après son lancement, le premier Sukuk souverain togolais s'achève ainsi sur une note de continuité et de crédibilité financière.

E. A

Togo-Banque mondiale

Le gouvernement renforce le suivi des projets pour plus d'impact

Le gouvernement togolais veut améliorer l'efficacité des projets financés avec l'appui de la Banque mondiale. Réunis le mardi 28 juillet 2026 à Lomé, les coordinateurs des projets du portefeuille Togo-Banque mondiale ont participé à une revue globale destinée à évaluer l'état d'avancement des interventions et à renforcer leur impact sur les populations.

apportés dans la vie des bénéficiaires, qu'il s'agisse d'infrastructures achevées, de services sociaux renforcés ou de dispositifs améliorant les conditions de vie des populations. Premier partenaire technique et financier du Togo, la Banque mondiale

évaluation trimestrielle des performances des équipes de coordination et une accélération des procédures de passation des marchés publics. L'objectif est de réduire les délais d'exécution et de permettre une réalisation plus rapide des activités prévues. Le gouvernement souhaite par ailleurs renforcer la participation des entreprises nationales dans l'exécution des projets. Cette orientation vise à accroître la réactivité des chantiers tout en favorisant davantage les retombées économiques locales.

Cette nouvelle dynamique traduit la volonté commune du Togo et de la Banque mondiale d'orienter leur partenariat vers des résultats plus visibles et durables. En plaçant les bénéficiaires au centre du pilotage des projets, les deux partenaires ambitionnent d'optimiser l'impact des financements et de contribuer à une croissance plus inclusive.

Dans un contexte marqué par la mise en œuvre de nouvelles priorités nationales, cette démarche apparaît comme un levier essentiel pour assurer une meilleure cohérence entre les investissements réalisés, les besoins des populations et les objectifs de développement du pays.

E. A

Zlecaf

Le Togo bénéficiera d'un appui du Fonds africain de développement

Le Togo fait partie des 5 pays africains retenus pour bénéficier d'un appui financier du Fonds africain de développement (FAD), le guichet concessionnel du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD). Ce fonds est destiné à renforcer les politiques industrielles et commerciales sur le continent. D'un montant global de 3,48 millions de dollars américains, soit près de deux milliards de francs CFA, ce financement accompagnera également le Cameroun, le Tchad, les Comores et Madagascar.

Cette initiative vise à soutenir la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), considérée comme l'un des principaux leviers de l'intégration économique du continent. Elle permettra notamment de réaliser des études d'impact relatives à l'Initiative pour le développement industriel accéléré de l'Afrique (AIDA) et d'améliorer la capacité des États bénéficiaires à concevoir des politiques publiques fondées sur des données fiables et actualisées.

Au-delà de l'appui financier, le projet prévoit un important volet de renforcement des capacités. Des formations spécialisées, des outils méthodologiques harmonisés ainsi qu'un accompagnement technique seront mis à la disposition des administrations publiques, des chercheurs et des acteurs du commerce afin de favoriser une meilleure coordination des politiques industrielles et commerciales. Selon la Banque africaine de développement, de nombreux pays africains demeurent confrontés à des insuffisances en matière de collecte de données, de capacités techniques et de coordination institutionnelle, des contraintes qui limitent leur aptitude à tirer pleinement profit des opportunités offertes par la Zlecaf.

La mise en œuvre du projet sera assurée par l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-Nepad), en collaboration avec les institutions nationales et régionales concernées. Pour le Togo, cet appui intervient dans un contexte marqué par la poursuite des réformes économiques engagées pour accélérer son intégration au marché continental africain. En juin dernier, les autorités togolaises ont lancé une évaluation nationale de la mise en œuvre de l'accord de la Zlecaf afin d'identifier les progrès réalisés ainsi que les défis restant à relever.

Cette assistance technique s'inscrit également dans les ambitions industrielles du pays. La stratégie portée par la Plateforme industrielle d'Adétikopé et la Vision Togo 2040 place la transformation locale des ressources, le développement des chaînes de valeur et l'intégration commerciale régionale au cœur des priorités nationales. À travers ce soutien, le Togo dispose ainsi de nouveaux instruments pour consolider ses politiques industrielles et mieux exploiter les perspectives économiques offertes par le marché unique africain.

E. A



Echange entre les parties prenantes

Cette rencontre, conduite par Sandra Johnson, ministre Secrétaire générale de la présidence du Conseil, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la Feuille de route gouvernementale 2026-2031. Elle a permis d'examiner le niveau d'exécution des projets, les décaissements effectués ainsi que les résultats obtenus sur le terrain. Pour les autorités, l'enjeu est désormais de dépasser la seule lecture des indicateurs financiers pour apprécier davantage les effets réels des investissements réalisés. La performance d'un projet doit notamment se mesurer à travers les changements concrets

accompagne le pays dans plusieurs secteurs prioritaires. Ses interventions concernent notamment les infrastructures, l'éducation, la santé, la protection sociale, l'agriculture ainsi que la résilience face aux changements climatiques. À travers cette revue, le gouvernement entend renforcer une approche fondée sur les résultats. Les responsables des projets sont ainsi appelés à améliorer les mécanismes de suivi, de contrôle et d'audit afin de garantir une meilleure utilisation des ressources mobilisées. De nouvelles exigences de gestion ont été également fixées. Elles prévoient une

Feuille de route gouvernementale

Priorité à la transformation sociale

La Feuille de route gouvernementale 2026-2031, en élaboration, accorde une place de choix au social. Directement intégré à travers le pilier « Rassembler », il vise à consolider la cohésion sociale, l'inclusion et le bien-être des populations dans la continuité des actions précédentes. À travers ce dossier, nous faisons un retour sur les engagements sociaux du gouvernement et les avancées enregistrées par le pays.

La lutte contre la pauvreté et la promotion du capital humain ne sauraient se faire sans une véritable politique axée sur le social. Pour un pays comme le Togo, dont l'ambition est de devenir émergent à l'horizon 2030, l'engagement ne manque pas.

Pour le gouvernement, un pays ne se transforme pas seulement au rythme des urgences. Il se construit dans la durée, par des choix organisés, des priorités assumées et une capacité à anticiper les défis futurs. C'est précisément cette logique qu'illustre le Togo à travers la préparation de sa feuille de route gouvernementale 2026-2031 et l'élaboration d'une projection de plus long terme baptisée « Vision 2040 ».

Le 11 juin 2026 à Djamè, dans la préfecture de la Kozah, le président du Conseil, Faure Gnassingbé, a présidé un séminaire gouvernemental entièrement consacré à la transformation économique et sociale du pays. L'objectif affiché va au-delà d'un simple exercice administratif : finaliser le prochain cycle de planification publique tout en dessinant les contours du Togo des 15 prochaines années. Derrière cette démarche se trouve une idée centrale : aucun développement durable ne s'improvise.

Prévoir pour mieux construire

Dans la gestion moderne des États, disposer d'une feuille de route revient à donner une direction claire à l'action publique.

Elle permet d'identifier les priorités nationales, de hiérarchiser les investissements, de fixer des objectifs mesurables et d'organiser les ressources autour d'une vision commune.

Sans planification, les politiques publiques risquent d'être dispersées,



Le président du Conseil au chevet d'un malade (photo archives)

réactives ou déconnectées des besoins réels des populations. À l'inverse, lorsqu'un pays anticipe, il peut mieux coordonner ses investissements dans les infrastructures, l'éducation, la santé, l'agriculture, l'emploi ou encore la transition énergétique. Une feuille de route constitue ainsi un instrument de cohérence entre les ambitions politiques et leur mise en œuvre concrète. Voir au-delà du court terme

La particularité de l'approche togolaise réside dans l'articulation entre deux horizons temporels. Le premier correspond à la Feuille de route 2026-2031, conçue comme un outil opérationnel permettant d'agir sur le moyen terme.

Le second, à travers la Vision 2040, introduit une logique plus structurelle. Il ne s'agit plus seulement de répondre aux besoins immédiats, mais de préparer le pays aux grandes mutations économiques, technologiques, sociales et environnementales des prochaines décennies. Penser à l'horizon 2040 revient notamment à se poser, dès aujourd'hui, des questions fondamentales : quelle économie construire ? Comment créer davantage

d'emplois ? Comment réduire durablement la pauvreté ? Quel modèle éducatif développer ? Comment renforcer la compétitivité nationale et préserver les équilibres sociaux ?

Autrement dit, prévoir devient une manière d'agir

plus efficacement dans le présent.

Transformer la croissance en progrès social

L'intérêt d'une vision de long terme est également de créer une continuité dans l'action publique. Les projets structurants produisent rarement leurs

effets à court terme, mais ils sont lisibles aux investisseurs, aux partenaires techniques et financiers ainsi qu'aux collectivités locales, qui peuvent mieux aligner leurs interventions sur les priorités nationales. Au-delà des indicateurs économiques, une vision nationale porte une dimension collective. Elle

symbolise une volonté de projeter le pays vers un objectif partagé et de créer les conditions permettant aux progrès économiques de produire des effets concrets sur le quotidien des citoyens. Pour le Togo, engager simultanément une feuille de route quinquennale

engage.

Le gouvernement et ses engagements sociaux

Les engagements sociaux du gouvernement, ne datent pas d'aujourd'hui. Ils prennent en compte nombre d'initiatives sociales et de soutien aux populations vulnérables. Cet engagement à promouvoir un développement social plus inclusif, a été le pilier de Feuille route 2020-2025, du gouvernement. Il constitue le cœur de son deuxième axe prioritaire dédié au renforcement de l'inclusion, de l'harmonie sociale et du capital humain. Pour promouvoir l'inclusion sociale et les services de base, un accès particulier est mis sur l'amélioration de la santé. Dans ce sens, l'Assurance Maladie Universelle (AMU) est devenue depuis quelques années une réalité au Togo, avec son extension aux travailleurs non-salariés (AMU-TNS), démontrant l'engagement à promouvoir une couverture sociale à tous.

Dans ce même élan, un accent particulier est mis sur la qualité des soins de santé à la population à travers la modernisation et



Le président du Conseil rend visite aux femmes en travail au CHR Atakpamé

et une projection à l'horizon 2040 marque une volonté d'inscrire les réformes dans le temps long plutôt que dans la gestion immédiate. Car, au fond, le développement n'est pas seulement une accumulation de projets. C'est aussi la capacité d'un pays à savoir où il veut aller, à organiser son parcours et à donner du sens aux transformations qu'il

l'équipement des centres de santé sur l'ensemble du territoire national. Des travaux d'envergure sont lancés dans les Centres hospitaliers universitaires (CHU) de Lomé et de Kara, sans oublier des équipements modernes acquis à hauteur de plusieurs milliards de FCFA, pour tous les centres de santé du pays. L'éducation scolaire

étant la base de tout développement, l'on assiste à un renouveau dans l'amélioration des infrastructures scolaires, avec à la clé, la gratuité des frais scolaires surtout au cours primaire, avec un accent sur la promotion des filles.

L'accès à l'eau potable, bien que confronté à des défis, s'améliore. Ce taux, estimé à 72 % en 2025 par les autorités togolaises, représente une augmentation de 12 % depuis 2020. De même, l'accès des populations à une énergie électrique de qualité et à moindre coût se voit booster par plusieurs projets portés par le président du Conseil.

C'est le cas du mécanisme Cizo. Initiative du président du Conseil, ce projet, lancé en 2017, vise à apporter l'électricité à plus de 2 millions de Togolais et à faire monter, aux côtés d'autres initiatives ambitieuses, le taux d'électrification nationale à 100 % d'ici 2030. Depuis, des kits déployés pour couvrir les besoins essentiels des ménages (éclairage, recharge de téléphones, radio) soutiennent les activités agricoles, notamment pour le pompage de l'eau.

Au-delà des chiffres, les témoignages venus des hameaux électrifiés confirment l'impact de ces politiques. Les artisans, les commerçants et les agriculteurs trouvent aussi un levier de compétitivité. Le solaire devient alors une ressource productive avec le projet Cizo.

Soutien aux populations vulnérables

Il s'agit d'un autre pan de la politique sociale du gouvernement. Cet engagement se traduit par la multiplication de plusieurs initiatives au bénéfice des plus vulnérables. La mise en place de programmes

comme Novissi pendant la Covid-19 et l'octroi de primes aux fonctionnaires et pensionnés pour alléger le coût de la vie en disent long sur la politique sociale du gouvernement.

Longtemps marginalisées, les personnes handicapées ne sont pas en reste dans cette politique d'inclusion sociale. Aujourd'hui, des dispositifs concrets visent à renforcer leur autonomie économique et leur participation active à la vie professionnelle. Des initiatives récentes démontrent que l'inclusion devient progressivement une réalité tangible, faisant de l'accès au travail un levier discret, mais déterminant du développement national. Au-delà de l'emploi, la dynamique traduit une volonté de reconnaître pleinement les droits des handicapés et de leur offrir les moyens de contribuer activement à l'économie et à la société. Les programmes et projets exécutés illustrent ainsi une démarche cohérente et ambitieuse, où chaque citoyen peut trouver sa place, indépendamment de ses capacités physiques.

L'assistance aux plus vulnérables inclut également le financement de projets et les transferts monétaires. Dans cet élan, le pays bénéficie de l'appui d'organisations, partenaires comme la Banque africaine de développement (BAD), l'Agence française de développement (AFD) et le Programme alimentaire mondial (PAM) pour renforcer la résilience et l'inclusion socio-économique.

Le projet Filets sociaux et services de base (FSB), soutenu par la Banque mondiale et l'AFD, a permis à des milliers de ménages vulnérables de recevoir des transferts monétaires et de bénéficier d'infrastructures de base comme des écoles,

des forages et des centres de santé. Des distributions de kits alimentaires, régulièrement organisées par le ministère de l'Action sociale, permettent de renforcer la résilience des ménages vulnérables en cas de crise. À travers ledit ministère, des populations

sociales pour accompagner le développement des populations.

Gouvernance et équité

Le renforcement de la décentralisation pour donner une place de choix au développement à la base se présente également comme une initiative du

du Programme d'urgence pour le renforcement de la résilience dans la région des Savanes (PURS). Cette initiative du gouvernement, lancée en début 2022, permet d'améliorer les conditions de vie des populations vulnérables du nord du Togo, particulièrement touchées



Des équipements médicaux pour des centres hospitaliers du Togo

sinistrées bénéficient des soutiens en vivre et non-vivre du gouvernement. Le renforcement des capacités des jeunes, notamment des filles, à travers des programmes de formation et d'activités de plaidoyer soutenus par des organisations comme Plan International Togo, permet de promouvoir un développement social plus inclusif. D'autres projets permettent d'améliorer les revenus ruraux des couches vulnérables, notamment les femmes et les jeunes, par l'amélioration de la productivité agricole et la diversification économique. C'est le cas de la mesure du président du Conseil, qui octroie depuis quelques années 25 % de la part des marchés publics aux jeunes et aux femmes. Le soutien renforcé à la modernisation agricole, à l'industrialisation, à la transition numérique et à la création d'emplois pour une économie plus diversifiée fait également partie des mesures

gouvernement à mieux promouvoir l'inclusion sociale. En donnant une place de choix à la gente féminine dans la gouvernance locale, l'inclusion sociale se voit renforcée à travers une meilleure promotion du genre. Dans l'accompagnement de cette initiative de promotion du développement à la base, l'on assiste au transfert de compétences, à un soutien financier accru via le Fonds d'appui aux collectivités territoriales et au renforcement des capacités des acteurs locaux à travers des formations et la mise à disposition des outils de gestion.

En parallèle, des actions sont menées par le gouvernement pour renforcer l'unité et la solidarité, face aux défis sécuritaires avec des programmes spécifiques pour les zones les plus touchées comme la région des Savanes. C'est notamment le cas

par l'insécurité et les crises économiques. Aussi permet-elle de renforcer l'accès à l'eau, l'électricité, la santé, l'éducation et l'agriculture dans les communautés cibles. Désormais, le PURS qui s'étend à tout le territoire national permet d'apporter des solutions durables et de stabiliser les régions menacées par l'extrémisme violent.

Relever les défis

Nonobstant, les efforts du gouvernement, le Togo fait face à des défis majeurs. Ces derniers sont relatifs à la persistance de la pauvreté rurale, aux difficultés d'accès aux services de base et au chômage.

Selon les études, les zones rurales continuent d'être fortement impactées par la pauvreté avec environ 58,8 % contre 26,5 % dans les zones urbaines. C'est donc face à ces défis que le gouvernement élabore une nouvelle Feuille de route 2026-2031.

Caleb Akponou

En un clic,
payez votre
TVM par



sur l'application
OTR TVM
Disponible sur Google Play





FÉDÉRER POUR BÂTIR
www.otr.tg


Quel sera vous votre réaction???



Un homme découvre à une cérémonie de deuil que sa femme est présentée comme étant la veuve du défunt . L'homme est un enseignant et la femme une revendeuse. Elle voyage pour acheter des céréales, tubercules, fruits et autres pour la vente. Elle fait des jours avant de rentrer.

L'un de ses fournisseurs est devenu son amant, donc quand elle va pour faire des achats, c'est chez son amant là qu'elle passe des séjours. Elle et l'amant se sont mariés donc toute la famille de l'amant la connaît.

Un jour, un ami du mari enseignant l'a invité pour l'accompagner à un funéraille. En ce moment, la femme a déjà quitté depuis plusieurs jours pour le marché. Et c'est arrivé là qu'il a vu sa femme sur une natte entrain de vivre les cérémonies de veuvage coutumier.

Question d'un confrère aux footballeurs



Il y a un penalty, le joueur s'avance pour tirer. Au même moment, une poule vient se mettre sur la trajectoire du ballon. Le ballon part en touche mais le gardien attrape la poule.

Avec votre bon sens, dites-moi, l'arbitre fait tirer à nouveau le penalty ou acte le fait que le penalty a été raté ?

Conseil

Personne n'est crétin, chacun a son domaine de compétence. S'il arrive que tu as du mal à faire quelque chose, essaie un autre. Peut-être que tu n'es pas doué dans ce domaine, peut-être que c'est pas le milieu qui va te faire réussir. Peu importe ton rang social, ton statut, tu auras quelque chose de différent que les autres et c'est ça qui détermine ton talent, ce que tu as de plus que les autres.

Débat

Tu pars à un mariage, on sert la nourriture et arrivé à ton tour la nourriture finit. Tu ne dis rien. tu restes tranquille dans ton coin. On sert La boisson, à ton tour ca finit aussi! Tu as failli t'en prendre aux gens qui font le service , mais tu te retiens encore. Mais au moment de partager les pique-dents on commence par toi. Soyons honnêtes, comment vas-tu réagir ?

Histoire drôle

Un homme avait trois problèmes : Les voici: Il était très pauvre; il n'a pas d'enfant avec sa femme et sa mère est aveugle.

Un ange lui apparut et lui demande de faire un vœu juste un seul. Or sa femme veut un enfant ; sa mère veut voir et lui-même veut être riche... Ah, quel embarras

Après sa réflexion, il dit sagement à l'ange : « Je veux juste que ma mère voit mes enfants manger dans des assiettes en or » Aussitôt tous les trois problèmes furent résolus.

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé			
Quelques ambassades et consulats	BIBLIOTHEQUES	AGENCE DE COMMUNICATION	COURRIER EXPRESS
■ Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70 ■ Ambassade d’Allemagne; Tél: 22 23 32 32 ■ Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40 ■ Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94 ■ Ambassade d’Egypte; Tél: 22 21 24 43 ■ Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25 ■ Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56 ■ Union Européenne; Tél: 22 53 60 00 ■ Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23 ■ Consulat de France; Tél: 22 23 46 40 ■ Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60 ■ Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30 ■ Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25 ■ Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63 ■ Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58 ■ Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35 ■ Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00 ■ Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31 ■ Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80 ■ Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11 ■ RDC; Tél: 90 08 38 53	BIBLIOTHEQUE NATIONAL: Quartier Admi Tel: 22 21 04 10	AG Partners: Sise à Cassablanca www.couleurafrique.com Larry Event Day (LED) Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54 Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers	DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51 EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51) FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96 TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68 SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26
	LIBRAIRIE	SUPERS MARCHES A LOME	OPERATEURS TELEPHONIQUES
	GRAIN DE PENSEE: 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43	CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB	MOOV :Tél. 22 20 13 20 TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11 TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14
	LIBRAIRIE BON PASTEUR: Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Olympio Tel: 22 22 26 66	RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)	SANTÉ GENERALISTES
	LIBRAIRIE BONNE SEMENCE: Quartier Avé Maria, Avenue du 30 Août	LE CHAMPION SUPER MARCHÉ: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43	
	LIBRAIRIE STAR: Quartier Béniglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83	FRUITS ET LEGUMES	
	ESPACES CULTURELS	MARCHE ABATTOIR: (Juste en face du Super Marche Le Champion)	OU MANGER ET DORMIR A LOME?
	CENTRE BRIN DE CHOCOLAT: Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86	MARCHE DE GOYI SCORE: (Juste en face du Super Marché RAMCO)	
	CENTRE CULTUREL: DENYIGBAN; Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16	PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38	
	CENTRE CULTUREL: LOYOLA; Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77	DANSE ET COURS DE ZUMBA	MUSCULATION ET MASSAGE
	CENTRE ODAYE: Quartier Hédzranawoé Tel: 90 64 80 77	AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919 COURS DE CAPOEIRA : Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90 COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30 COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75 CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine); Tél : 90 15 39 87 SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra); Tél : 91 70 61 86	
	MANNEQUINAT & HÔTESSE	AVIATION	
	ALLURE MODE AGENCY; Tel: 99 22 04 62	AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport) Tél : 22 40 04 99	Le NAUTILUS-FITNESS : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30 BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72 GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss); Tél : 90 04 76 60 GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé); Tél : 22 35 18 28 GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida); Tél : 22 71 49 70
	CHALLENGE AGENCY; Tel: 92 27 91 66		
	SALLE DE CINEMA		
	HARMONIE SIGNATURE: Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55		
	CANAL OLYMPIA: Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52		
	CINEMA GREENFIELD: Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55		

Togo / Hausse des prix alimentaires

Les ménages de Lomé toujours à l'épreuve

À Lomé, la hausse des prix de certains produits alimentaires se fait sentir dans les marchés et les foyers. Les tomates, les oignons et le piment vert, indispensables à la préparation de nombreux repas, coûtent désormais plus cher. Une situation qui oblige les ménages à revoir leurs habitudes de consommation.

Dans les marchés de la capitale, les clients constatent chaque jour l'augmentation des prix. « Avant, avec 5 000 F CFA, je pouvais acheter plusieurs ingrédients pour préparer les repas de plusieurs jours. Aujourd'hui, cette somme ne suffit plus. Je suis obligée de diminuer les quantités », confie une ménagère.

Du côté des commerçantes, le constat est le même. Elles expliquent que cette hausse ne dépend pas d'elles. « Les clients pensent que nous augmentons les prix par plaisir. Pourtant, nous achetons nous-mêmes les produits plus chers auprès des grossistes. Notre bénéfice n'a presque pas changé », explique une vendeuse du marché

d'Agoè Assiyéyé.

Les chiffres publiés par l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (Inseed) illustrent cette tendance. En juin 2026, le prix du piment vert a augmenté de 49,9 %. Les tomates locales ont connu une hausse comprise entre 30,9 % et 34,8 % selon les variétés, tandis que les oignons frais ont progressé de 14 % sur un mois. À Lomé, le kilogramme de tomate locale est passé de 910 F CFA en mai à 1 227 F CFA en juin.

Plusieurs facteurs expliquent cette cherté. Les effets du changement climatique perturbent les productions agricoles. Les pluies irrégulières, parfois insuffisantes et parfois très abondantes, détruisent des cultures avant les récoltes et réduisent les quantités disponibles sur les marchés.

Le coût du transport contribue également à cette hausse. Avec l'augmentation du prix du carburant, les dépenses

liées au transport des marchandises reviennent plus coûteuses. Conséquence, les produits arrivent plus chers dans les marchés de Lomé.

À cela s'ajoute le prix élevé des engrais, qui augmente

moins coûteux, comme les tomates en boîte, les tomates en sachet ou le piment en poudre.

Cette situation pourrait avoir des effets sur la qualité de l'alimentation, notamment chez les

infrastructures routières afin de limiter les coûts de transport.

La hausse des prix des produits alimentaires ne se résume plus à une simple variation du marché. Elle affecte directement



Image d'archives

les coûts de production pour les agriculteurs.

Les conséquences sont déjà visibles dans les foyers. Beaucoup de familles réduisent les quantités de ces produits utilisées dans les repas ou remplacent les légumes frais par des produits

enfants. Pour plusieurs observateurs, des mesures de soutien aux producteurs sont nécessaires. Elles passent notamment par une baisse du coût des engrais, le développement de moyens modernes de conservation et l'amélioration des

le pouvoir d'achat des ménages et leurs conditions de vie. Dans l'attente d'une amélioration de la situation, les familles continuent de s'adapter pour préserver, autant que possible, leur équilibre alimentaire.

Afi Modestine Dé-toma Tossou (Stagiaire)

Gingembre

Les raisons de l'envolée des prix

Beaucoup utilisé dans les ménages au Togo pour des usages culinaires et médicaux, le gingembre connaît depuis un certain temps une augmentation considérable de son prix sur le marché. Cette hausse s'explique par plusieurs facteurs et cela affecte aussi bien les consommateurs que les commerçants.

Le gingembre longtemps considéré comme un simple condiment, est aujourd'hui au cœur d'un marché en pleine mutation. Utilisé pour des usages multiples, son prix ne cesse d'augmenter. Selon les commerçantes interrogées, un sac de 100kg vendu à 16000 fcfa en 2022 est passé à 65 000 fcfa en 2023, puis atteint 100 000 fcfa en 2024-2025. Depuis le début de l'année 2026, le prix se négocie à 25 0000 fcfa soit 15 fois son prix d'il y a 4 ans d'après les vendeurs grossistes de gingembre. Cette extraordinaire augmentation témoigne

de l'importance de ce produit maraîcher pour la population qui ne cesse d'accroître. Selon les données d'AgriDigitale, chez



Un marché de denrées alimentaires (Image d'archives)

les petits commerçants des quartiers, le tas de gingembre qui était à 100 fcfa est aussi passé à 500 fcfa.

À en croire les vendeurs, cette flambée s'explique par la rareté progressive du

produit et la forte demande observée sur le marché. Si le gingembre est autant recherché aujourd'hui, c'est à cause de son utilisation

dans plusieurs domaines. En gastronomie, il est utilisé pour préparer certains mets et des jus. Il est recherché aussi en raison de ses propriétés médicinales. Pour la fabrication des boissons, des compléments alimentaires et des produits

de soins, le gingembre est aussi transformé par les industries agroalimentaires, pharmaceutiques et

cosmétiques.

En revanche, l'offre peine à suivre la demande en raison de plusieurs facteurs, notamment les aléas climatiques, l'appauvrissement des sols qui réduit la production et

contribue à la raréfaction du produit sur le marché. À ces facteurs, vient s'ajouter le coût de transport qui défavorise les commerçants. Malgré cette situation, les producteurs estiment qu'un renforcement de la production nationale et un accompagnement des autorités en fournissant les capacités nécessaires pourraient contribuer à stabiliser les prix, améliorer le rendement et répondre à la demande croissante.

Une meilleure structuration de la filière pourrait garantir un approvisionnement plus régulier sur les marchés nationaux. Face à cette demande en constante progression, l'enjeu consiste désormais à accroître la production afin de transformer cette dynamique en un véritable moteur de croissance pour les producteurs et l'économie nationale.

Alifa Sinon (Stagiaire)

Dysfonctions érectiles

« Il est essentiel de prendre en charge le problème rapidement »

Selon plusieurs études, les problèmes d'érection touchent plus de la moitié des hommes adultes de plus de 40 ans. Ils peuvent être le signe précurseur de plusieurs affections graves.

Il s'agit d'un « signe avant l'heure ». Un meilleur dépistage des troubles de l'érection permettrait ainsi aux médecins de diagnostiquer certaines affections graves pour la santé masculine avant qu'elles ne s'aggravent.

Problèmes de "plomberie"

À bien des égards, le dysfonctionnement érectile est un problème de

production de testostérone, ce qui peut réduire la libido et diminuer l'excitation. Il est important de noter que les personnes souffrant de troubles glandulaires comme l'hypogonadisme présentent également une production réduite de testostérone, ce qui peut donc jouer un rôle. Sans compter que le stress s'accompagne souvent d'un état général de distraction mentale qui peut rendre difficile le maintien de la concentration sur le sexe.

Problèmes cardiaques et cérébraux

Dans de nombreux cas, les

également d'une bonne irrigation sanguine pour recevoir l'énergie nécessaire et éliminer les déchets toxiques.

Le lien avec le diabète

Le suivi des troubles de l'érection est particulièrement important chez les personnes à risque de diabète, car cette maladie peut endommager les systèmes circulatoire et nerveux par divers mécanismes. Par exemple, les pics de glycémie, fréquents en cas de diabète mal contrôlé, peuvent entraîner un dépôt excessif de glucose sur les protéines

Thérapies potentielles

Tous les hommes souffrant de dysfonction érectile devraient consulter. Cela pourrait soulager une source importante de mal-être et de stress, tout en entamant une discussion précieuse sur leur santé physique globale, une discussion qui pourrait leur sauver la vie. « Il est essentiel de prendre en charge le problème rapidement ». Après tout, la dysfonction érectile n'est pas une maladie incurable. Des médicaments comme le Viagra (sildénafil) dilatent les vaisseaux sanguins du pénis.

Or, certains témoignages suggèrent que les patients qui prennent ces comprimés pour améliorer leur vie sexuelle présentent également une amélioration de leur santé cardiovasculaire, notamment une réduction du risque d'insuffisance cardiaque, même si cela n'a pas encore été démontré par des essais cliniques. Le Viagra a été initialement développé comme traitement cardiovasculaire pour les patients souffrant d'hypertension artérielle, avant que les chercheurs ne découvrent son effet secondaire désormais bien connu.

Ces médicaments pourraient même réduire les risques de

contribuer à une mauvaise santé cardiovasculaire. Dans certains cas, des mesures simples comme une modification du régime alimentaire et la pratique d'une activité physique peuvent être utiles. Pour les personnes diabétiques, la gestion de la glycémie sera essentielle.

Toutefois, les recherches sur les effets de ces thérapies contre la dysfonction érectile, et sur leur capacité à atténuer le risque d'autres complications, sont encore à leurs débuts. De plus, démêler les causes des troubles de l'érection peut s'avérer complexe, car ils peuvent aussi être liés à des habitudes comme la dépendance à la pornographie et à des problèmes de santé mentale affectant le désir sexuel.

« Si l'homme souffre de diabète ou d'une maladie cardiovasculaire, le lien et le traitement sont généralement plus simples ». « En revanche, si des facteurs liés au mode de vie, comme la consommation d'alcool et de tabac, s'y mêlent à des aspects psychologiques ou comportementaux, comme une consommation excessive de pornographie, la prise en charge peut être plus difficile. Souvent, ces hommes préfèrent ne pas



Cet homme souffre de dysfonctions érectiles, cela engendre des problèmes avec son épouse (Crédit photo : Steinberg Urology)

plomberie. Le long du pénis s'étendent deux structures spongieuses appelées corps caverneux, qui sont généralement flasques. Lors de l'excitation sexuelle, le cerveau envoie des signaux qui relâchent les muscles entourant les artères du pénis, provoquant un afflux de sang dans les deux corps caverneux. En se dilatant, ces derniers s'étirent et compriment les veines, empêchant ainsi le sang de s'écouler hors du pénis et le retenant à l'intérieur.

À l'instar d'un ballon qui se gonfle d'air, le pénis se dilate et se rigidifie. Tout ce qui réduit l'afflux sanguin dans les corps caverneux du pénis peut nuire à la capacité d'un homme à obtenir ou à maintenir une érection. Le problème est souvent d'ordre psychologique. Une réaction au stress impliquant l'adrénaline et le cortisol peut entraîner la contraction des vaisseaux sanguins, empêchant ainsi la rigidification des corps caverneux.

Un niveau de stress élevé peut également perturber la

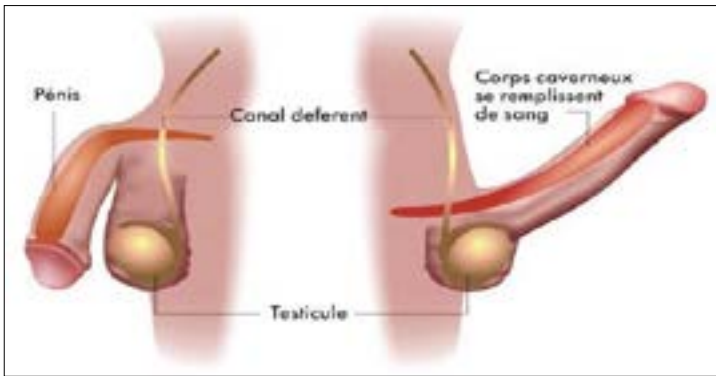
troubles de l'érection peuvent révéler des problèmes de santé plus importants. Ils peuvent notamment être causés par l'athérosclérose, une maladie caractérisée par le durcissement et le rétrécissement des vaisseaux sanguins, entraînant un risque majeur de maladies cardiovasculaires. Les artères du pénis étant parmi les plus petites du corps, elles sont souvent les premières à se détériorer ; ainsi, les troubles de l'érection peuvent constituer un signe avant-coureur de ce type d'insuffisance cardiaque.

« Une bonne érection est un bon indicateur de la santé vasculaire ». Il existe même des preuves préliminaires suggérant qu'une mauvaise santé pénienne pourrait être un indicateur de déclin cognitif. Une étude taïwanaise a ainsi révélé que les hommes ayant reçu un diagnostic de dysfonction érectile avaient 68% plus de risques de développer une démence au cours d'un suivi de sept ans. À l'instar du pénis, le cerveau dépend

des parois vasculaires. Ce phénomène, appelé glycation, peut provoquer une perte d'élasticité des vaisseaux sanguins.

À l'instar de l'athérosclérose, la glycation réduit la circulation sanguine vers les parties du corps qui en ont le plus besoin, et les vaisseaux délicats du pénis sont souvent les premiers touchés. « Le lien entre le diabète et les troubles de l'érection est très fort ». « Les hommes atteints de diabète de type 2 ont environ trois fois plus de risques de développer des troubles de l'érection que ceux qui ne sont pas diabétiques ».

Les personnes atteintes de diabète et de dysfonction érectile sont beaucoup plus susceptibles de développer une neuropathie périphérique (atteinte nerveuse des mains et des pieds) que celles atteintes de diabète seul. Elles courent également un risque accru de rétinopathie, pouvant entraîner la cécité, et de troubles de la cicatrisation, pouvant parfois conduire à une amputation.



Un pénis au repos (à gauche) et un pénis en érection (à droite)/Crédit photo : Steinberg Urology

développer une démence, selon une étude ayant analysé plus de 885 000 patients et qui a constaté qu'ils réduisaient de moitié le risque de développer la maladie d'Alzheimer.

Si vous parlez de vos troubles de l'érection à un médecin, celui-ci pourra dépister les facteurs de risque courants de maladies cardiovasculaires, comme l'hypertension artérielle et l'athérosclérose, et vous conseiller sur des problèmes tels que l'obésité, qui peuvent

révéler leurs activités ».

Edem Dadzie
Experts : Emmanuele Jannini, sexologue à l'université de Rome « Tor Vergata » ; Michael Carroll, expert en sciences de la reproduction à l'université métropolitaine de Manchester au Royaume-Uni et auteur du livre à paraître, intitulé : « Vos testicules : la science de leur fonctionnement et ses conséquences sur votre fertilité »

E. A

01	Abonnement mensuel:	5.000 FCFA
02	Abonnement trimestriel:	15.000 FCFA
03	Abonnement semestriel:	20.000 FCFA
04	Abonnement annuel:	40.000 FCFA

PRÊT SCOLAIRE

DES ETUDES FINANCÉES, UN AVENIR SÉCURISÉ



*Offre soumise à conditions

0 TAUX
%

1^{ER} JUILLET AU 31 OCTOBRE 2026
JUSQU'À 5 FOIS LE SALAIRE NET
SUR 12 MOIS

La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>

